

grande prospérité. S'il se passe la même chose que dans d'autres régions du Canada comme Elliot Lake et Blind River, les conséquences pour la population seront presque insupportables.

J'ai parlé pendant une quinzaine ou une vingtaine de minutes avant la pause, et je n'ai pas l'intention de continuer très longtemps. Le nouveau parti démocratique ne veut pas prolonger le débat, mais il présentera des amendements au comité. Le pipe-line est le projet le plus avantageux de toute l'histoire du Canada du point de vue financier et humain. J'espère qu'il ne nous arrivera pas la même chose qu'à nos ancêtres dans le cas du CPR, car on a alors trahi les pionniers canadiens. Je veux parler des pionniers de l'Ouest, bien entendu. J'espère que les habitants du Yukon et du nord du Canada ne nous diront pas un jour: «Vous nous avez trahis pour des prunes, ou, ce qui serait plus approprié, pour des tuyaux». J'espère que ce projet servira à unifier le Canada et non à le diviser.

J'espère que nous veillerons aux intérêts des Canadiens. Mais qu'on ne s'y trompe pas, monsieur l'Orateur: nous n'avons rien à craindre des Américains. Ce sont de bons amis. Géographiquement, ils vivent le long de notre frontière. Les trois quarts de tous les Canadiens vivent à moins de 100 milles des États-Unis. Les Américains sont de durs marchands. Leurs hommes d'affaires respectent la fermeté dans les négociations et le marchandage. A mon avis, nous n'avons pas été assez durs dans la négociation de cet accord avec les États-Unis. M. Schlesinger et d'autres membres du cabinet de M. Carter estiment avoir conclu une meilleure affaire que nous. On n'a pas de respect pour celui qui cède. On ne saurait respecter un parent ou un voisin qui dit, «Très bien, allez-y; nous prendrons ceci, et vous cela», et ainsi de suite. Je n'essaie pas de jouer les prophètes, mais je prédis qu'avec le temps, d'ici sept à dix ans, les Canadiens se rendront compte qu'ils n'ont pas conclu le meilleur des marchés possibles; je ne prétends pas non plus qu'ils y verront le pire des marchés. Si nous ne sommes pas exigeants avec nos amis du Sud, alors, comme le déclarait le *Star* de Toronto dans son principal éditorial au sujet des investissements étrangers, dans son numéro d'hier, je crois—il ne s'agissait pas du bill à l'étude, mais l'argument était convaincant—«Nous pouvons faire mieux tous seuls».

Ce qui veut dire que nous devons faire nettement comprendre à nos amis du Sud que nous ne sommes pas des citoyens de deuxième ordre en Amérique du Nord. Nous avons des ressources. Nous avons du pétrole, du gaz naturel, de l'eau, des forêts et toutes sortes de métaux communs. Nous devons marchander d'égal à égal. Tout simplement parce que les Américains sont dix fois plus nombreux que les Canadiens, parce que leur économie se redresse grâce à l'intervention de leur gouvernement, alors que le nôtre hésite beaucoup à agir, nous ne devrions pas accepter un rôle de second plan. Marchandons avec eux en tant que Nord-Américains qui partagent avec eux un continent, et arrangeons-nous pour faire un aussi bon marché qu'eux. Voilà comment nous devons concevoir les négociations concernant ce pipe-line. Je crois, monsieur l'Orateur, que mon temps de parole est expiré.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette de devoir interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. La parole est au député de Don Valley, pour un rappel au Règlement.

### *Pipe-line du Nord—Loi*

**M. Gillies:** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je voudrais demander le consentement unanime de la Chambre pour que l'on revienne à l'appel des motions, afin de permettre au ministre des Finances de venir ce soir à la Chambre pour nous parler de l'annonce très importante qui a été faite à 7 heures ce soir, selon laquelle le gouvernement du Canada aurait décidé de faire un emprunt à l'étranger pour stabiliser le dollar canadien et de recourir au crédit de 1,500 millions de dollars qu'il avait obtenu auprès des banques commerciales canadiennes.

Il s'agit probablement de la décision la plus importante que le gouvernement ait prise dans les dernières années. Il est urgent que le ministre des Finances fasse une déclaration ce soir, avant l'ouverture des marchés financiers demain matin. Je demande le consentement unanime de la Chambre, afin que cette décision importante pour tous les Canadiens soit expliquée ce soir même à la Chambre.

**Des voix:** Bravo!

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** A l'ordre, s'il vous plaît. Les députés ont entendu la requête de leur collègue. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**L'Orateur suppléant (M. Ethier):** Il n'y a pas consentement unanime.

● (2032)

**M. Alan G. Martin (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, après cette petite interruption nous pourrions, je pense, en revenir au sujet de ce soir. J'ai écouté avec intérêt ce que le député de Brant (M. Blackburn) a dit de ce bill. J'ai été soulagé et rassuré de constater le revirement du député et de son parti aussi, j'espère, à l'égard de ce pipe-line.

Je ne veux pas dire que qui que ce soit fasse de l'obstruction systématique. Toutefois, si certains députés de ce côté-ci participent au début c'est uniquement en raison de la participation continue des députés de l'autre côté. Nous serions très heureux que ce bill aille en comité où on pourrait l'étudier en détail. Nous participerons au débat jusqu'à la fin.

**Une voix:** C'est ça la démocratie.

**M. Martin:** C'est ça la démocratie. Nous sommes membres du Parlement autant que ceux de l'autre côté.

Le député de Brant a dit qu'il doutait que ce pipe-line apporte de grands avantages aux Canadiens. J'en parlerai plus tard. J'aimerais également répondre aux arguments du député de Calgary-Sud (M. Bawden) que j'ai eu le privilège d'entendre. J'ai trouvé encourageante l'attitude positive qu'il a adoptée à l'égard de ce grand projet qui aura des conséquences tellement importantes pour l'économie canadienne au cours des années à venir. C'est là un revirement assez intéressant de la part de son parti qui appuie maintenant le projet.

A la reprise de la session après le Nouvel An, le chef de l'opposition (M. Clark) a dit qu'en 1978 ce serait la fin ou l'écroulement de l'économie canadienne. De toute évidence l'opposition officielle n'est plus si pessimiste. Vis-à-vis des Canadiens, l'opposition s'est sans doute sentie obligée de trouver quelque chose de bon sur le plan économique, face à une conjoncture aussi prometteuse. Et elle a probablement estimé qu'elle devait appuyer le projet du pipe-line.